

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 51 | 7-13 juin 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 98 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

11 juin : [Yusuf Özmen](#), un patient atteint d'un cancer de stade 4 qui a été arrêté en mars pour purger une peine en raison de ses liens avec le mouvement Gülen, reste en prison malgré un rapport médical indiquant qu'il est presque entièrement handicapé.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semblent être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION

7 juin : La police d'Ankara a brièvement [détenu](#) 15 personnes lors d'une manifestation sur le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul.

7 juin : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) la militante Nursel Tanriverdi alors qu'elle organisait un sit-in pour protester contre son retrait sommaire de la fonction publique à la suite d'un coup d'État manqué en 2016.

9 juin : La police d'Istanbul a [bloqué](#) une manifestation concernant les révélations en ligne d'un chef de la pègre, détenant brièvement 26 personnes.

11 juin : Un tribunal a [condamné](#) 15 hommes d'affaires pour leur implication dans les activités de la Confédération turque des hommes d'affaires et des industriels (TUSKON), désormais fermée.

11 juin : La police d'Istanbul a [bloqué](#) une manifestation organisée par des militants de gauche et a brièvement arrêté 10 personnes.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET MÉDIAS

7 juin : Les procureurs ont [lancé](#) deux enquêtes distinctes sur le journaliste et député de l'opposition Ahmet Şık en raison de ses remarques décrivant la Turquie comme un État meurtrier.

8 juin : La Cour européenne des droits de l'homme a [mis](#) la Turquie en défaut concernant l'emprisonnement du journaliste et écrivain Ali Bulaç, emprisonné pendant près de deux ans en raison de liens présumés avec le mouvement Gülen. La Cour, dont le siège est à Strasbourg, a jugé que la Turquie avait violé la liberté d'expression et le droit à la sécurité de Bulaç et a condamné la Turquie à verser 12 240 euros de dommages et intérêts.

8 juin : Un procureur d'Istanbul a [requis](#) des peines de prison pour les journalistes Canan Coşkun, Ali Açar et Can Uğur, qui sont jugés pour avoir fait un reportage sur

un policier qui a abattu un adolescent de 13 ans lors des manifestations du parc Gezi en 2013.

8 juin : Un tribunal d'Ankara a [décidé](#) de bloquer l'accès à neuf tweets du chef de la mafia Sedat Peker affirmant qu'un juge d'Ankara a séjourné dans un hôtel de luxe qui coûte plus de 10 000 dollars par nuit.

8 juin : Les procureurs d'Ankara ont [lancé](#) une enquête sur deux hauts responsables du quotidien Cumhuriyet, accusés d'insulte et de diffamation pour avoir fait état de plusieurs photos impliquant une relation entre des politiciens turcs et la mafia.

8 juin : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) d'annuler la peine de prison d'un an et trois mois infligée au journaliste Sabiha Temizkan. Le tribunal a acquitté Temizkan, qui avait été condamnée pour des accusations liées au terrorisme en raison de ses messages sur les réseaux sociaux.

8 juin : Un tribunal d'Izmir a [décidé](#) d'acquitter la journaliste Melike Aydın, qui était jugée pour ses reportages.

9 juin : Un procureur de Diyarbakır a [requis](#) une peine de prison allant jusqu'à cinq ans pour l'écrivaine Nurcan Kaya, qui est jugé pour des accusations liées au terrorisme en raison de ses tweets de soutien aux militants kurdes dans le nord de la Syrie.

9 juin : Un tribunal d'Izmir a [condamné](#) Rifat Serdaroglu, ancien ministre et dirigeant d'un parti politique, à 23 mois et 10 jours de prison pour avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan et son allié électoral d'extrême droite, Devlet Bahçeli.

9 juin : Un tribunal de Muğla a [condamné](#) un homme de 56 ans à un an de prison pour avoir insulté le président sur les réseaux sociaux.

10 juin : À Gaziantep, une foule a [agressé](#) physiquement le reporter Ahmet Atmaca alors qu'il suivait des informations.

11 juin : Un tribunal de Bursa a [condamné](#) le journaliste local Ozan Kaplanoğlu à un an, 10 mois et 15 jours de prison pour diffusion de propagande terroriste, pour avoir rendu compte d'un communiqué de presse critiquant une opération militaire turque en Syrie en 2018.

11 juin : Interpol a [annoncé](#) qu'il avait rejeté une demande de notice rouge de la Turquie concernant le journaliste Can Dündar, au motif qu'elle revêtait un caractère politique.

11 juin : L'acteur Levent Üzümcü a [annoncé](#) qu'il avait été convoqué par la police pour être interrogé sur ses publications sur les réseaux sociaux d'il y a trois ans concernant les fluctuations de la valeur de la lire turque.

11 juin : Un tribunal d'Ankara a [décidé](#) de bloquer l'accès à 13 tweets du chef de la mafia Sedat Peker, concernant des allégations impliquant des membres haut placés du gouvernement, dont le ministre de l'Intérieur.

11 juin : Un tribunal de Tekirdağ a [décidé](#) de bloquer l'accès à des reportages sur des allégations d'agression sexuelle impliquant une association religieuse proche du gouvernement.

DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

10 juin : Le Conseil des ministres du Conseil de l'Europe (CoE) a [menacé](#) de lancer une procédure disciplinaire contre la Turquie pour n'avoir pas exécuté une décision de justice visant à libérer le philanthrope Osman Kavala.

11 juin : Le rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme a [appelé](#) la Turquie à cesser d'utiliser de vagues accusations de terrorisme pour détenir et emprisonner des défenseurs des droits de l'homme.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

11 juin : La Cour constitutionnelle a [ordonné](#) la révision du procès en raison de la violation des droits des accusés dans une affaire où un tribunal de Diyarbakır a refusé de se conformer à un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme.

MINORITÉ KURDE

7 juin : Un procureur a [déposé](#) un nouvel acte d'accusation visant à fermer le HDP, accusant le parti pro-kurde d'avoir des liens avec le terrorisme et de constituer une menace pour "l'intégrité indivisible de l'État".

8 juin : La police de Van a [arrêté](#) les politiciens locaux Mustafa Avcı, Zehra Güçen, Dilşa Kocakaya, Gazal Dilek et Tülay Demir. Les détenus ont été libérés sous probation le 11 juin.

9 juin : La police d'Istanbul a [placé](#) en détention 12 cadres et membres locaux du HDP.

11 juin : Une cour d'appel de Diyarbakır a [confirmé](#) une peine de prison de 22 ans et trois mois prononcée à l'encontre de l'ancienne législatrice kurde Leyla Güven pour des accusations liées au terrorisme.

11 juin : La police de Hakkari a [arrêté](#) les politiciens locaux du HDP Sipan Turan, Sinem Seven, Zeynep Kaya et Sozdar Atilla pour des motifs liés au terrorisme.

11 juin : La police de Şırnak a [arrêté](#) un membre du HDP local.

OPÉRATIONS MILITAIRES À L'ÉTRANGER

6 juin : Des frappes de drones turcs dans le nord de l'Irak ont [tué](#) trois civils dans un camp de réfugiés soutenu par l'ONU.

MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGÉS AUX CITOYENS À L'ÉTRANGER

12 juin : Le Comité des droits de l'homme des Nations unies a [appelé](#) la Turquie à prendre rapidement toutes les mesures nécessaires pour établir l'endroit où se trouve Orhan İnanđı, un éducateur turco-kirghize au Kirghizistan dont on craint qu'il ait été enlevé par la Turquie. Le département d'État américain a [exprimé](#) son inquiétude face aux informations faisant état de la disparition de İnanđı.

AUTRES MINORITÉS

7 juin : Un rapport a révélé qu'un médecin d'Istanbul a [refusé](#) d'examiner une femme trans en raison de son identité.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

7 juin : Un homme du nom de Birol Yıldırım est [mort](#) après s'être rendu dans un poste de police d'Istanbul au sujet de la détention de ses employés. Alors que la déclaration officielle du bureau du gouverneur a déclaré que Yıldırım était mort pour des raisons de santé, la

famille a affirmé qu'il avait été battu à mort après une dispute avec les agents.

10 juin : La police municipale d'Istanbul a [agressé](#) physiquement un vendeur ambulant.

13 juin : Les autorités ont [refusé](#) d'autoriser le détenu Murat Can, un ancien cadet de l'armée emprisonné pour des accusations liées au coup d'État, à participer aux funérailles de ses parents, tous deux décédés dans un accident de la route, en invoquant des raisons de sécurité.

13 juin : Les procureurs d'Istanbul ont [décidé](#) de ne pas poursuivre un incident de torture présumé impliquant le détachement de sécurité présidentiel, en raison du manque de preuves.